

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

LE BUREAU DES IMAGES

1 Route de Marckolsheim
67600 SELESTAT

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

A Mesdames, Messieurs, Membres de l'association LE BUREAU DES IMAGES,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LE BUREAU DES IMAGES relatifs à l'exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes de l'annexe des comptes annuels et notamment le paragraphe « Evénements significatifs » relatifs à l'arrêt de la plateforme NOOZY et la partie relative aux fonds dédiés.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- l'examen des estimations comptables significatives, et notamment, la vérification du cadre conventionnel des subventions reçues de la part des financeurs, ainsi que leur correcte comptabilisation,
- les options retenues dans le choix des méthodes comptables,
- l'analyse du budget,
- la présentation d'ensemble des comptes,

N'appellent pas de notre part de commentaires particuliers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas été en mesure de vérifier la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion, ce document ne nous ayant pas été communiqué.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Sélestat, 11 juin 2025.



Philippe DOUCY
Commissaire aux comptes

Bilan actif

		31/12/2024		31/12/2023	
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, ...				82 421
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel, ...				
	Autres immobilisations corporelles	28 418	15 220	13 198	21 583
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		28 418	15 220	13 198	104 004
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières				
	En-cours de production				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	CRÉANCES				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	397 454		397 454	279 274
	Capital souscrit appelé non versé				
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
	Actions propres				
	Autres titres et instruments de trésorerie				
	DISPONIBILITÉS	92 084		92 084	467 065
	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 308		2 308	10 682
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	491 846		491 846	757 021
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Écarts de conversion actif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		520 264	15 220	505 044	861 025



Bilan passif

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	339 463	339 463
	Fonds propres complémentaires	339 463	339 463
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	RÉSERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	REPORT À NOUVEAU	114 651	896
	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	- 119 862	113 754
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	13 198	247 181
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
TOTAL FONDS PROPRES (I)		347 449	701 295
AUTRES F.P.	Avances conditionnées		
	Produit des émissions de titres participatifs		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS)			
	Total fonds reportés et dédiés (II)	7 000	7 000
	Fonds dédiés reportés	7 000	7 000
	TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	7 000	7 000
PROV.	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	11 730	23 615
TOTAL PROVISIONS (III)		11 730	23 615
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	26	15
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 890	38 586
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	124 948	76 517
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		13 998
	Autres emprunts obligataires		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)		138 865	129 115
Écarts de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V)		505 044	861 025



Compte de résultat



Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	165	
	Total des ventes de biens et services	500	
	Vente de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de services	500	
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs	355 000	963 053
	Concours publics et subventions d'exploitation	355 000	963 053
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénat		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	13 526	134
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	10	5
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		369 201	963 192
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Autres achats et charges externes	96 984	338 315
	Aides financières		
	Impôts, taxes, et versements assimilés	4 302	26 678
	Salaires et traitements	264 390	322 378
	Charges sociales	121 334	137 372
	Dotations aux amortissements et aux provisions	38 227	22 356
	Sur actif circulant : dotation aux provisions		
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		
	Report des fonds dédiés		
	Autres charges	2 055	24 694
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)		527 291	871 794
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-158 090	91 398



		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)			
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)			
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)			
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)		-158 090	91 398
PRODUITS EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	91 458	22 356
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		91 458	22 356
CHARGES EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	14 989	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	38 242	
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		53 231	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		38 227	22 356
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		460 660	985 548
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		580 522	871 794
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-119 862	113 754
CONTRIB. VOL. NAT.	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
TOTAL			
CONTRIB. VOL. NAT.	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Charges de prestations en nature		
	Personnel bénévole		
TOTAL			



Annexes



Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12** mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **505 043,71 €**.

Le résultat net comptable est **une perte de -119 862,42 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.



PRESENTATION GENERALE DU BUREAU DES IMAGES

1.1 Activité

L'association le Bureau des Images est une association de droit local, régie par les articles 21 à 79 IV du Code Civil local maintenu en vigueur dans les Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle par la loi d'introduction de la législation civile française du 1er juin 192.

Son siège social est situé au 1 route de Marckolsheim à Sélestat (67600) – Espace Gilbert Estève.

De par ses actions et son objet, l'association le Bureau des images déploie son activité à l'adresse de son siège et sur l'ensemble du territoire régional, national, transfrontalier et international. Elle poursuivra l'action menée par l'Agence culturelle Grand Est dans le cadre du dispositif d'aménagement culturel du territoire lié aux missions du pôle Cinéma et Image Animée.

1.2 Présentation du projet

Elle intervient dans les secteurs du documentaire, de la fiction, du jeu vidéo, des expériences immersives et plus globalement de l'image narrative.

La structure image a pour but d'accompagner les professionnels régionaux et nationaux de l'audiovisuel et du cinéma, de développer l'écosystème régional, de produire, coproduire et diffuser des oeuvres via une plateforme numérique de vidéo à la demande.

Elle inscrit son action en appui de la politique culturelle cinéma et audiovisuel de la Région Grand Est et des collectivités territoriales en Grand Est, tout en recherchant à développer des synergies avec les autres politiques, notamment en matière de développement local, économique et social sur le territoire régional.

Elle a vocation à accompagner les professionnels visés par son objet dans toutes les étapes de la création cinématographique et audiovisuelle : l'écriture, le développement, la production, le tournage, la postproduction.

Elle accompagne le développement, l'innovation et la diversification de l'activité des sociétés régionales de l'image et favorise l'implantation de nouvelles sociétés sur le territoire.

Elle a vocation à piloter ou copiloter des projets innovants ou structurants pour la filière images en Grand Est. Ces actions s'effectuent en lien avec la Région Grand Est et l'écosystème régional dans le but de créer des dynamiques collectives et renforcer la compétitivité des acteurs de la filière.

De même, elle favorise et accompagne les projets de collaboration innovants entre acteurs publics et privés du Grand Est entrant dans le cadre de son objet social.

Elle peut opérer dans le champ de la formation en cinéma et audiovisuel, soit directement au titre de la formation professionnelle continue, soit par une ingénierie en appui des organismes de formation initiale.

Elle peut mettre en oeuvre toutes actions concourant à la réalisation de ses objectifs notamment : mise en place et organisation des résidences, rencontres professionnelles, festivals, conférences, colloques, stages, délégations en festivals et marchés, appels à projet.

En tant qu'instance de concertation et de réflexion, elle a vocation à favoriser le dialogue constructif entre les acteurs du cinéma et de l'image animée aussi bien à l'intérieur de la région Grand Est qu'entre celle-ci et les autres régions françaises et étrangères.

Elle peut également coproduire des oeuvres audiovisuelles d'intérêt régional.

Elle peut agir dans un cadre contractuel de partenariat culturel ou financier et élaborer des conventions précisant les modalités d'intervention avec ses partenaires dans les secteurs relevant de ses compétences.



Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
 - des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
 - le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.



Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Subventions

Inscription non-proratisée :

Les subventions d'exploitations reçues sont enregistrées en produits dès qu'elles sont octroyées.

Les subventions d'investissements qui financent des immobilisations, font l'objet d'une reprise au même rythme que l'amortissement des biens financés, cette reprise étant constatée en produits exceptionnels.



Indemnité de départ à la retraite

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle (la recommandation ANC 2013-02), en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon prospective sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des paramètres suivants :

- propres à chacun des salariés de l'association (âge à la date de clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- taux d'actualisation 3,38%
- taux de charges sociales et fiscales 50%,

Le montant de la provision pour indemnité de fin de carrière s'élève à 11 730 € au 31/12/2024. Elle n'a pas fait l'objet d'une actualisation sur l'exercice..

Événements significatifs

Autres informations significatives

Arrêt de la plateforme NOOZY:

La plateforme Noozy a définitivement été arrêtée le 30 juin 2024, après une mise en maintenance le 28 mars 2024 suite à la décision du Conseil d'Administration du 27/03/2024.

Au 31/12/2024, le solde des subventions d'investissements, non utilisé et déjà versé, s'élève à 83 010 €. En cas de non utilisation, le solde pourrait faire l'objet d'une demande de reversement de la part de la Région Grand Est.

Autres informations significatives :

- La mise à disposition dans le cadre de baux d'occupation précaire par le Conseil Régional des locaux et matériels d'équipement de ces locaux n'a pas fait, en l'absence de loyer ou de redevance, l'objet d'une valorisation intégrée dans le compte de résultat au regard de la spécificité des locaux et de l'absence d'éléments comparatifs permettant de valoriser cette contribution volontaire.
- L'agence assure l'entretien et le maintient en l'état des locaux situés à Selestat ainsi que la prise en charge des frais liés aux fluides, l'énergie, la fibre et le téléphone.



Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	98 767		98 767	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillag...				
Autres immobilisations corporelles	27 766	652		28 418
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres	16 346	82 421	98 767	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillag...				
Autres	6 183	9 037		15 220
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice



État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux				
Autres créances clients				
Personnel et comptes rattachés	1 660	1 660		
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts				
Divers	392 985	392 985		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	2 809	2 809		
Charges constatées d'avance	2 308	2 308		
TOTAL	399 762	399 762		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	2 308	
TOTAL	2 308	



Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	339 463				
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	896	113 754			114 651
Excédent ou déficit de l'exercice	113 754	-113 754	-119 862		-119 832
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	247 181			218 763	28 418
Provisions réglementées					
TOTAL	701 295		-119 862	218 763	23 237

Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	Ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	Transferts	Cloture de l'exercice
Subventions d'exploitation	7 000				7 000
Contributions financières d'autres organi...					
Ressources liées à la générosité du public					
TOTAL	7 000				7 000

Il s'agit de fonds dédiés transférés au Bureau des Images lors de l'Apport Partiel d'Actif de l'Agence Culturelle d'Alsace.

Provisions

Nature de la provision	Valeur comptable au début d'exercice	Dotations	Reprise	Valeur comptable à la clôture
Indemnités de Fin de Carrière	23 615		11 885	11 730



Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établissements de ...	26	26		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	13 890	13 890		
Personnel et comptes rattachés	8 351	8 351		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	16 508	16 508		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	101 242	101 242		
Dettes sur immobilisations et comptes ratt...				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	140 018	140 018		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Montant des emprunts et dettes contracté...				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
TOTAL		



Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
TOTAL		

Charges à payer	Montant	Commentaire
Intérêts courus à payer	- 26	
Fournisseurs - Factures non parvenues	12 570	
Personnel - Autres charges à payer	8 351	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	3 075	
État - Charges à payer	12 349	
TOTAL	36 320	

Produits et charges exceptionnels

Rubriques	Montant	Commentaire
QP d'amort. subv. d'investissements	91 458	
Amortissements exceptionnels	-38 242	

